

Agreste Bourgogne

Numéro 182 - avril 2015



Réseau d'information comptable agricole (RICA) : Revenus 2013 en baisse mais supérieurs au niveau national

Après une progression des revenus de 10 % en 2012, le résultat des exploitations bourguignonnes baisse de 32 % en 2013. Il s'établit en moyenne à 38 004 € par entreprise agricole ; en effet, les conditions climatiques et de marché sont défavorables. Ainsi, la part des aides dans le résultat augmente fortement cette année.

La viticulture reste l'activité agricole la mieux rémunérée de Bourgogne et les exploitations de polyculture-polyélevage celles qui investissent le plus.

L'endettement des exploitations de Bourgogne est maîtrisé mais, à 43 %, il reste supérieur d'un point au niveau national.

La campagne 2012-2013 est atypique, avec un printemps particulièrement calamiteux. Au mois de mai, d'importants volumes d'eau engorgent les champs et s'ajoutent aux crues des différents cours d'eau. Les graines de tournesol et de maïs fraîchement semées pourrissent en terre. Seules quelques fenêtres météo favorisent de nouveaux semis, mais elles ne sont pas suffisantes. Heureusement, la remontée des températures en juin favorise l'ensemble des cultures. Cette météo particulière a pour conséquence un retard général de récolte. Comparée à 2012, la production chute de 3 % pour les céréales à paille et de près de 24 % pour les oléagineux (extrait du bilan de conjoncture 2013 - Agreste Bourgogne n°158 février 2014).

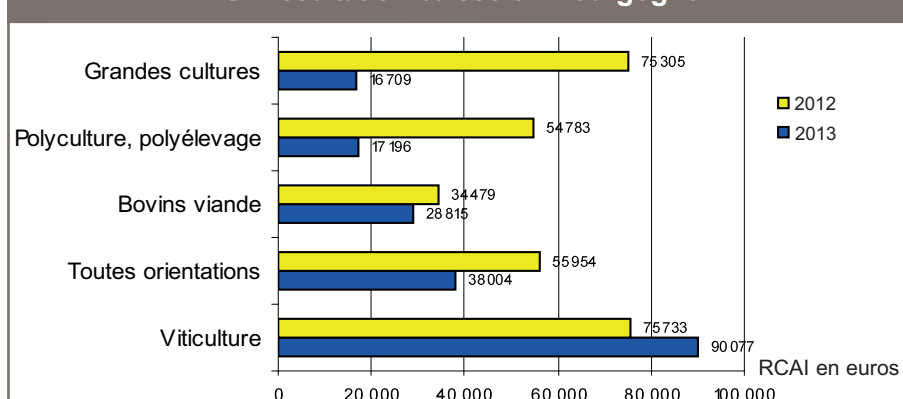
Le revenu bourguignon en baisse

En 2013, le Résultat Courant Avant Impôts (RCAI) moyen, tous systèmes de production confondus, s'élève à 38 004 €, contre 36 231 € pour la France, soit 1 773 € au-dessus du revenu national. Cependant, d'une orientation technico-économique (OTEX) à une autre, des différences existent. Ainsi, comme chaque année, le RCAI des exploitations viticoles est supérieur à

celui des autres OTEX et très nettement supérieur au rang national (+ 42 794 €). Pourtant, la vendange 2013 est une petite vendange au même titre que 2012. En effet, l'hiver particulièrement long et le printemps froid et pluvieux limitent le potentiel. Les pertes sont importantes pour le cépage chardonnay. Ainsi, la récolte totale s'élève à 1,343 million d'hectolitres (contre 1,6 Mhl en année normale). Dans ce contexte de réduction de l'offre, le cours des vins en vrac du millésime 2012 progresse nettement. Les appellations régionales (Bourgogne et Beaujolais) enregistrent des hausses de 20 % à 60 %. Toutes les appellations villages rouges ou blanches sont aussi en augmentation. A l'inverse, les exploitations de grandes cultures et de polyculture-polyélevage de Bourgogne obtiennent des revenus inférieurs au niveau national (respectivement 22 292 € et 15 615 € en dessous) du fait de la baisse de récolte.

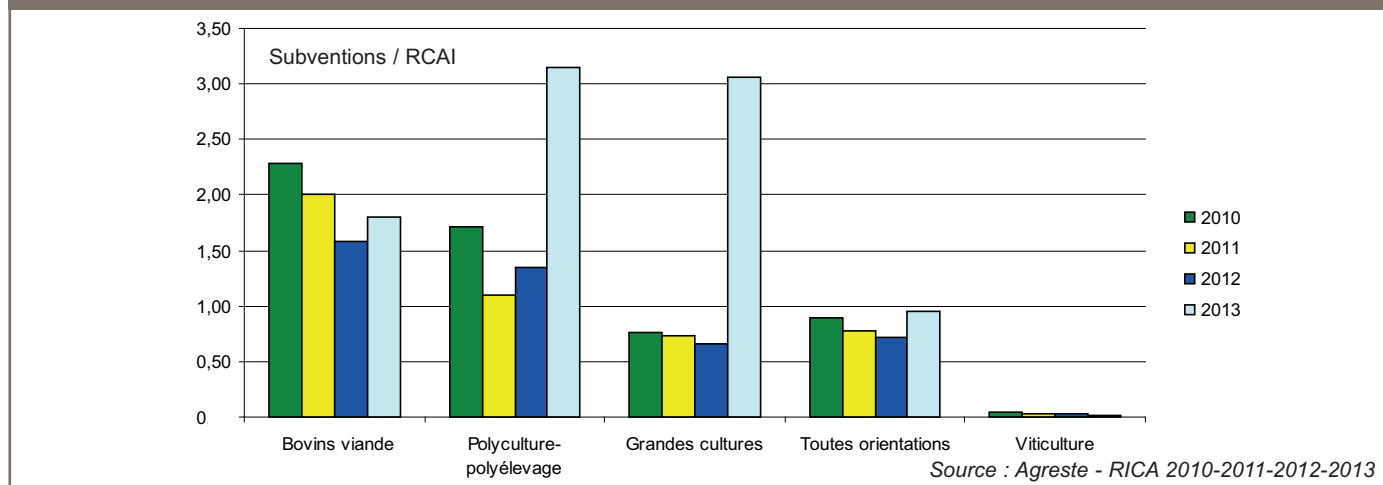
Le revenu régional régresse en 2013 par rapport à 2012 (- 17 950 €). Le résultat courant des exploitations de grandes cultures baisse nettement (- 58 596 €). En effet, les cours des céréales et des oléoprotéagineux chutent de façon marquée jusqu'à

Un résultat en baisse en Bourgogne



Source : Agreste - RICA 2012 et 2013

Part des subventions d'exploitation dans le résultat courant



l'arrivée de la nouvelle moisson. Les récoltes sont très abondantes dans toutes les régions de production du monde, en particulier en blé tendre. Le colza pâtit de la baisse des cours du soja et des prévisions de bonne récolte canadienne de canola. Pour les mêmes raisons, le revenu des exploitations de polyculture-polyélevage est lui aussi en baisse (- 37 586 €) et ce pour la deuxième année consécutive. Les exploitations en bovins viande de Bourgogne voient leur revenu diminuer de 5 665 € en 2013 après une hausse en 2011 et en 2012. Le contexte économique n'est pas favorable aux exportations de brouillards et leur prix recule. La demande italienne et celle des pays tiers ne favorisent pas les ventes.

La part des subventions en hausse en 2013

En valeur, le montant annuel moyen des subventions s'élève, tous systèmes confondus, à 37 344 €. Elles sont supérieures au niveau national de 6 765 €. En effet, les 2/3

du territoire bourguignon sont classés en zone défavorisée, ce qui autorise des Indemnités Compensatoires de Handicap Naturel (ICHN). D'autre part, les éleveurs allaitants sont nombreux et touchent la Prime au Maintien des Troupeaux des Vaches Allaitantes. Les aides diminuent néanmoins de 2 482 €. Avec la réforme de la PAC effective à partir du 1er janvier 2015, des changements importants et plus ou moins impactants selon les systèmes de production sont à attendre. Au regard de l'analyse de la dépendance des exploitations vis-à-vis des aides, plusieurs constats peuvent être faits :

De 2010 à 2012, le rapport entre le montant des aides et le résultat courant diminue, car ce dernier augmente. En 2013, la tendance s'inverse passant de 72 % à 96 % du résultat.

Pour les exploitations de grandes cultures et de polyculture-polyélevage, cette année, la part des aides représente un peu plus de trois fois

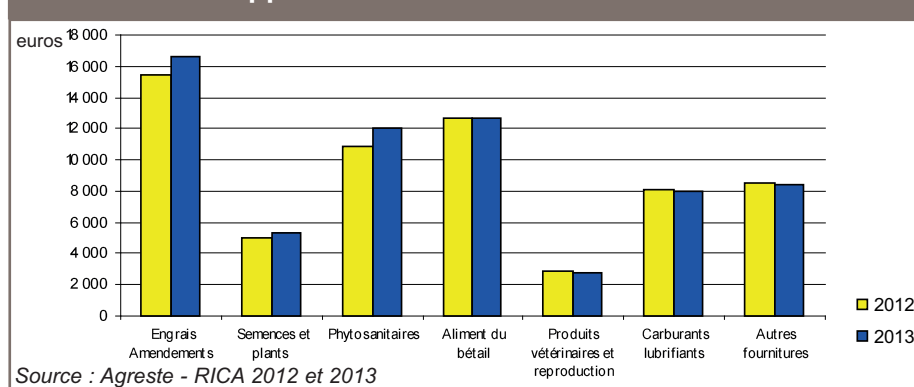
le résultat courant. La baisse des rendements en colza et orge d'hiver et la chute des cours des céréales et des oléagineux pénalisent ces systèmes. Les subventions jouent alors un rôle de filet de sécurité.

En 2013, les exploitations en bovins viande touchent des aides qui représentent 1,8 fois le résultat courant. Comme tous les ans, sans subvention, la rentabilité de ces exploitations ne serait pas assurée. La dépendance augmente un peu cette année, mais de façon plus atténuée que pour les polyculteurs-éleveurs ou les exploitants en grandes cultures.

Les charges d'approvisionnement augmentent

Toutes orientations confondues, les charges d'approvisionnement représentent 574 €/ha, en augmentation de 22 €. Parmi ces approvisionnements, se trouvent les semences, produits phytosanitaires, engrais, combustibles et aliments du bétail. Leur poids est variable selon les systèmes. En grandes cultures, elles sont de 536 €/ha, en augmentation de 30 €/ha. En effet, les colzas ont subi une attaque de charançons des siliques au printemps, les orges ont souffert de rhynchosporiose et les tournesols d'une attaque de limaces. D'autre part, l'indice général des produits intrants augmente en 2013. En système viticole, elles sont les plus élevées avec 3 258 €/ha, en augmentation de 191 €/ha cette année. Les éleveurs de bovins viande sont les plus économes avec des charges de

Des approvisionnements en faible hausse

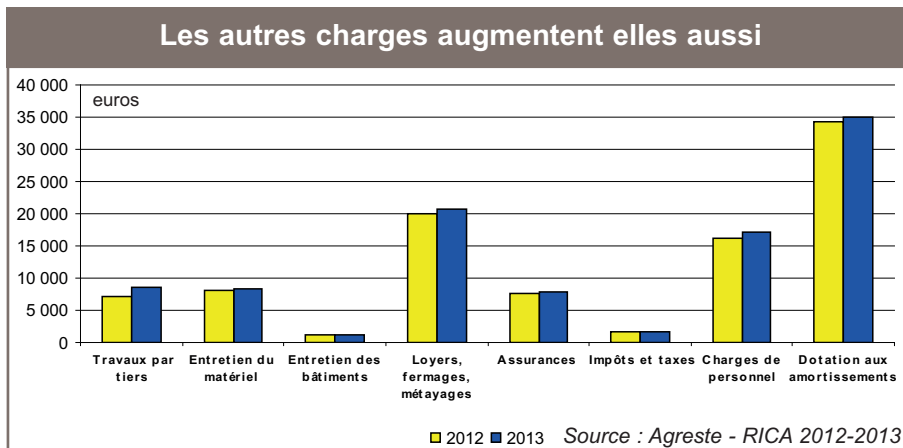


340 €/ha et en baisse de 6 €/ha. Les charges d'aliment du bétail notamment diminuent. Dans l'ensemble des systèmes, la progression est limitée cette année. Certains postes sont même en diminution. C'est le cas en particulier des produits vétérinaires et de reproduction, des carburants lubrifiants et des autres fournitures. A l'inverse, les engrais et les produits phytosanitaires augmentent particulièrement dans les systèmes à orientation végétale où leur consommation domine.

Les autres charges d'exploitation correspondent aux travaux par tiers, à l'entretien des bâtiments et du matériel, aux loyers et fermages, aux assurances, impôts et taxes, charges de personnel et dotations aux amortissements. Ces charges sont en moyenne en augmentation en 2013 dans l'ensemble des systèmes et supérieures au niveau français de 11 173 €. Sont concernés les loyers et fermages en viticulture, en bovins viande et en polyculture-polyélevage mais aussi les charges salariales et les dotations aux amortissements dans ces mêmes systèmes. Cependant, dans les exploitations de polyculture-polyélevage, elles sont en baisse du fait des travaux par tiers et de l'entretien des bâtiments et du matériel.

L'Excédent Brut d'Exploitation en baisse cette année

Dans l'ensemble des systèmes d'exploitation de Bourgogne, l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) s'élève en moyenne à 77 937 €. Il est en baisse de 15 924 € soit - 17 % par rapport à 2012. Comme pour le RCAI, cette baisse fait suite à deux années consécutives de hausse. En 2013,



les viticulteurs retrouvent leur première place avec un EBE de 138 555 €. Malgré une petite vendange pour la deuxième année consécutive qui pèse sur les volumes, tous les prix augmentent nettement par contre coup et compensent ces faibles quantités. Inversement, dans les exploitations de grandes cultures qui avaient fait une excellente année 2012, l'EBE en 2013 n'est plus que de 64 434 € donc divisé par deux et 17 % inférieur à la moyenne régionale. Les exploitations de polyculture-polyélevage connaissent une baisse de leur EBE pour la deuxième année consécutive. Néanmoins, si les charges étaient en cause en 2012, cette année, c'est la diminution du produit brut du fait de la baisse des prix tant en grandes cultures qu'en élevage bovin, qui intervient. Enfin, l'EBE des éleveurs de bovins viande est le plus faible à 28 % en dessous de la moyenne des exploitations de Bourgogne. C'était déjà le cas les années précédentes. En outre, il diminue de 4,5 % par rapport à 2012.

L'EBE représente la principale res-

source financière d'origine interne à l'exploitation et constitue un indicateur de compétitivité des exploitations agricoles. Il doit être suffisamment élevé pour permettre à l'agriculteur de rembourser les annuités des emprunts à long et moyen termes, de prélever pour faire vivre la famille, de régler les intérêts des emprunts court terme et d'autofinancer une partie des investissements réalisés. Les sommes restantes éventuelles permettent d'améliorer, si nécessaire, la trésorerie de l'exploitation ou sont placées. L'analyse des exploitations bourguignonnes montre qu'en 2013, en moyenne, l'EBE n'est pas suffisant pour faire face aux différents besoins. Il peut en résulter une dégradation de la trésorerie des exploitations. Cependant, des écarts existent entre les systèmes de production. En effet, cette année, les viticulteurs sont les seuls à avoir des ressources suffisantes. Les éleveurs de bovins viande sont presque à l'équilibre. Par contre, les céréaliers et les polyculteurs éleveurs de Bourgogne ont un manque de ressource respectivement de 27 000 € et 20 000 €, même si les prélèvements privés ont été réduits par les premiers. En moyenne, les exploitants de Bourgogne prélèvent 2 820 € par mois et par UTANS en 2013. Mais les écarts sont très importants puisque les viticulteurs ont des prélèvements moyens par mois et par UTANS de 4 224 € alors que les éleveurs de bovins viande sont à 1 764 €. Les annuités des emprunts à long et moyen termes sont en moyenne de 33 919 € variant de 26 861 € chez les éleveurs à

L'utilisation de l'Excédent Brut d'Exploitation par système de production

| | Grandes cultures | Viticulture | Bovins élevage et viande | Polyculture-polyélevage | Toutes orientations |
|--|------------------|----------------|--------------------------|-------------------------|---------------------|
| 2013 euros | | | | | |
| EBE | 64 434 | 138 555 | 56 496 | 74 266 | 77 937 |
| Annuités de remboursement à plus de 1 an | 37 459 | 41 667 | 26 861 | 41 950 | 33 919 |
| Prélèvements privés | 54 017 | 80 953 | 29 839 | 52 833 | 49 742 |
| Charges financières à court terme | 44 | 90 | 104 | 149 | 79 |
| Reste disponible | -27 086 | 15 844 | -307 | -20 665 | -5 803 |
| Investissements | 25 056 | 32 800 | 28 904 | 51 473 | 27 020 |

Source : Agreste - RICA 2013

41 950 € pour les polyculteurs-éleveurs. La somme restant disponible pour autofinancer les investissements ou consolider la trésorerie varie de - 27 085 € en grandes cultures à 15 844 € en viticulture.

Les investissements baissent un peu

En 2013, les investissements s'élevaient en moyenne à 27 020 € par exploitation. De 2012 à 2013, ils sont en baisse de 1 384 € soit - 5 %. C'est la deuxième année consécutive de baisse. En 2013, ce sont les céréaliers qui investissent le moins avec 24 637 €. Chaque année depuis 2011, le montant des investissements est plus faible qu'au niveau français. Inversement, ce sont à nouveau les agriculteurs en système de polyculture-polyélevage qui réalisent les investissements les plus élevés, ce qui implique un endettement supplémentaire de 35 482 €. Les viticulteurs cette année, retrouvent des investissements importants avec 34 607 €, soit + 21 % par rapport à la moyenne des exploitations grâce à l'amélioration de leur résultat.

Un endettement presque stable

Le taux d'endettement moyen des exploitations de Bourgogne s'élève à 43 % soit 1 point de plus que le niveau national et 1 point supplémentaire par rapport à 2012. Les éleveurs de bovins viande sont les moins endettés de la région avec 36 % contre 53 % pour les systèmes de polyculture-polyélevage. C'est en viticulture que l'écart entre l'endettement régional et national est le plus élevé (respectivement un taux de 41 % et 32 % de dettes).

Les investissements des années précédentes, les prélèvements élevés, l'opportunité de créer des charges pour faire baisser les revenus, donc les impôts et les charges sociales, se traduisent par un recours important à l'emprunt. Le total des dettes atteint 203 745 € en moyenne en 2013 pour les exploitations bourguignonnes, alors que sur le plan national il s'élève à 183 476 €. Cette observation vaut pour toutes les orientations technico-économiques. Les dettes à long et moyen termes sont plus élevées en Bourgogne

qu'en France. Les dettes à court terme des exploitations de Bourgogne sont également supérieures au niveau national quel que soit le système de production.

Laurence MALET
avec la collaboration
d'**Yves ZELLER**

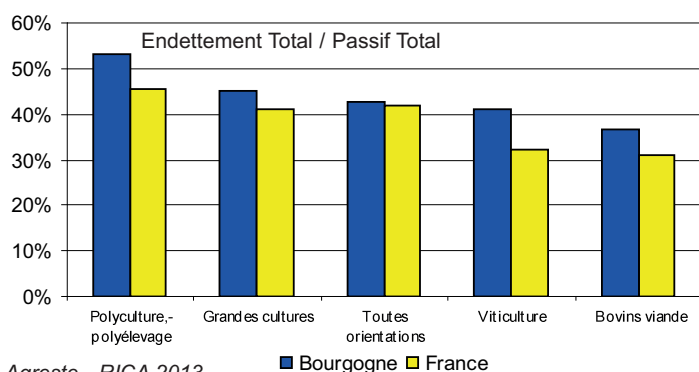
Méthodologie

Le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables et extra-comptables individuelles auprès de 90 000 exploitations dans 28 États de l'Union Européenne. Elles sont représentatives des 4 millions d'exploitations agricoles européennes. Réalisée selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats des différents types d'exploitations, par orientation technico-économique. L'échantillon français regroupe 7 293 exploitations en 2013, représentatives des 301 480 entreprises dont le Produit Brut Standard (PBS) est égal ou supérieur à 25 000 €.

En Bourgogne, l'échantillon compte 340 exploitations. Il est représentatif au niveau régional et pour chacune des grandes spécialités agricoles de la Bourgogne : viticulture, bovins viande, grandes cultures et polyculture-polyélevage.

Le Résultat Courant Avant Impôts (RCAI) est l'indicateur central du RICA. Il est la différence entre les produits, y compris les productions immobilisées et stockées, et les charges courantes, dont les charges calculées comme les amortissements (hors charges sociales de l'exploitant). Le RCAI exprime une forme de revenu familial qui rémunère le travail non salarié et les capitaux propres.

Un endettement supérieur en Bourgogne en 2013



Source : Agreste - RICA 2013

Pour en savoir plus

- www.agreste.agriculture.gouv.fr
- www.draaf.bourgogne.agriculture.gouv.fr, rubrique « la Bourgogne en chiffres »
- « RICA France - Tableaux standard 2013 » - Agreste Chiffres et Données Agriculture n°228 - mars 2015
- La conjoncture agricole - Bilan 2013 - Agreste Bourgogne n°158 - février 2014



RICA Bourgogne 2013

résultats pour les principaux systèmes de production

| | France | Bourgogne | Grandes cultures | Viticulture | Bovins viande | Polyculture-polyélevage |
|--|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|-------------------------|
| ECHANTILLON RICA | | | | | | |
| Effectif non pondéré | 7 293 | 340 | 69 | 94 | 79 | 45 |
| Effectif | 301 480 | 14 659 | 3 651 | 3 174 | 4 053 | 1 775 |
| Part de chaque catégorie | 100% | 100% | 25% | 21% | 27% | 12% |
| CARACTERISTIQUES PHYSIQUES | | | | | | |
| Surface agricole utilisée (SAU) | 88 | 114 | 169 | 14 | 130 | 202 |
| <i>dont SAU en fermage</i> | 72,2 | 105,6 | 155,2 | 11,5 | 120,9 | 192,0 |
| <i>dont Surface céréales</i> | 31,8 | 39,0 | 103,5 | 2,5 | 10,3 | 67,2 |
| <i>dont Surface vigne vins de qualité</i> | 2,1 | 2,3 | 0,0 | 10,5 | 0,0 | 0,1 |
| UTA totales (unités travailleur annuel) | 2,1 | 2,2 | 1,5 | 4,2 | 1,6 | 2,3 |
| <i>dont UTA non salariés</i> | 1,4 | 1,5 | 1,3 | 1,6 | 1,4 | 1,7 |
| UGB totales (unités gros bovins) | 87,4 | 84,0 | 7,7 | 0,0 | 144,9 | 132,0 |
| ELEMENTS DU BILAN (euros) | | | | | | |
| Fond de roulement net | 118 512 | 143 871 | 127 493 | 311 572 | 91 195 | 80 678 |
| Autofinancement courant | 25 097 | 26 410 | 6 816 | 62 831 | 24 201 | 14 325 |
| Total actif immobilisé | 260 781 | 261 128 | 221 993 | 265 620 | 291 932 | 367 597 |
| <i>dont Capital d'exploitation</i> | 205 284 | 222 780 | 174 404 | 203 076 | 268 970 | 331 329 |
| Actifs circulants | 174 418 | 210 393 | 173 761 | 426 866 | 140 838 | 181 909 |
| <i>dont Ensemble des stocks</i> | 104 378 | 128 444 | 87 719 | 287 435 | 94 287 | 112 548 |
| Capitaux propres | 255 625 | 273 640 | 221 318 | 416 052 | 275 621 | 259 655 |
| Ensemble des dettes LMT et CT | 181 055 | 199 582 | 177 272 | 279 465 | 157 357 | 291 112 |
| SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (euros) | | | | | | |
| Production de l'exercice | 203 007 | 191 244 | 164 307 | 348 069 | 105 281 | 214 858 |
| + Rabais, ristournes, remises obtenus | 437 | 669 | 1 768 | 240 | 95 | 879 |
| - Approvisionnement | 80 599 | 65 695 | 89 854 | 46 458 | 44 220 | 106 689 |
| - Autres achats et charges externes | 53 126 | 50 195 | 41 683 | 71 950 | 38 076 | 65 707 |
| = Valeur ajoutée hors fermage | 69 718 | 76 023 | 34 537 | 229 901 | 23 080 | 43 341 |
| + Subventions et indemnités d'assurance | 32 996 | 42 111 | 54 432 | 8 055 | 54 417 | 67 922 |
| - Loyers, fermages, métayages | 13 966 | 20 570 | 18 563 | 34 505 | 17 038 | 23 047 |
| - Impôts et taxes | 2 222 | 1 743 | 2 243 | 2 717 | 867 | 1 931 |
| - Charges salariales | 14 571 | 17 884 | 3 729 | 62 180 | 3 096 | 12 018 |
| = Excédent brut d'exploitation | 71 957 | 77 937 | 64 434 | 138 555 | 56 496 | 74 266 |
| + Autres produits de gestion courante et transfert de charge | 337 | 274 | 106 | 860 | 55 | 96 |
| - Dotation aux amortissements | 31 503 | 34 815 | 45 103 | 37 483 | 25 369 | 47 321 |
| = Résultat d'exploitation | 40 790 | 43 396 | 19 437 | 101 932 | 31 182 | 27 041 |
| + Produits financiers | 680 | 1 142 | 1 460 | 667 | 1 946 | 514 |
| - Charges financières | 5 180 | 5 532 | 5 225 | 7 093 | 4 328 | 7 850 |
| = Résultat courant | 36 290 | 39 006 | 15 672 | 95 506 | 28 801 | 19 705 |
| - Charges sociales de l'exploitant | 13 166 | 13 199 | 16 258 | 19 118 | 8 257 | 12 483 |
| + Dotation aux amortissements | 31 503 | 34 815 | 45 103 | 37 483 | 25 369 | 47 321 |
| - Remboursements en capital emprunts à LMT | 26 678 | 29 414 | 33 171 | 35 950 | 23 300 | 35 866 |
| = Revenu disponible | 27 949 | 31 208 | 11 347 | 77 922 | 22 613 | 18 678 |
| par unité de travail non salarié | 19 390 | 21 324 | 8 889 | 48 786 | 15 982 | 10 730 |
| par hectare de SAU | 318 | 274 | 67 | 5 521 | 174 | 93 |

Source : Agreste - RICA 2013

RICA Bourgogne 2012

résultats pour les principaux systèmes de production

| | France | Bourgogne | Grandes cultures | Viticulture | Bovins viande | Polyculture-polyélevage |
|--|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|-------------------------|
| ECHANTILLON RICA | | | | | | |
| Effectif non pondéré | 7 317 | 340 | 71 | 93 | 78 | 45 |
| Effectif | 304 585 | 14 783 | 3 743 | 3 222 | 4 143 | 1 890 |
| Part de chaque catégorie | 100% | 100% | 21% | 27% | 23% | 13% |
| CARACTERISTIQUES PHYSIQUES | | | | | | |
| Surface agricole utilisée (SAU) | 86 | 115 | 165 | 14 | 135 | 194 |
| <i>dont SAU en fermage</i> | 70,5 | 105,8 | 152,6 | 11,0 | 121,4 | 183,9 |
| <i>dont Surface céréales</i> | 30,7 | 37,7 | 96,4 | 2,2 | 10,8 | 62,7 |
| <i>dont Surface vigne vins de qualité</i> | 2,1 | 2,2 | 0,0 | 10,2 | 0,0 | 0,1 |
| UTA totales (unités travailleur annuel) | 2,1 | 2,2 | 1,5 | 4,1 | 1,6 | 2,0 |
| <i>dont UTA non salariés</i> | 1,4 | 1,5 | 1,3 | 1,6 | 1,4 | 1,7 |
| UGB totales (unités gros bovins) | 85,8 | 80,8 | 6,7 | 0,0 | 142,9 | 129,7 |
| ELEMENTS DU BILAN (euros) | | | | | | |
| Fond de roulement net | 122 306 | 141 901 | 148 546 | 268 514 | 94 028 | 98 746 |
| Autofinancement courant | 34 134 | 37 750 | 53 269 | 40 609 | 23 832 | 46 239 |
| Total actif immobilisé | 250 948 | 264 883 | 225 049 | 255 110 | 283 574 | 363 900 |
| <i>dont Capital d'exploitation</i> | 196 732 | 224 569 | 175 261 | 195 776 | 257 497 | 321 333 |
| Actifs circulants | 174 128 | 202 180 | 188 796 | 376 919 | 138 217 | 182 263 |
| <i>dont Ensemble des stocks</i> | 103 460 | 126 831 | 93 113 | 272 511 | 87 925 | 109 655 |
| Capitaux propres | 254 873 | 276 016 | 238 028 | 366 167 | 280 152 | 290 397 |
| Ensemble des dettes LMT et CT | 171 637 | 192 526 | 177 711 | 268 616 | 142 016 | 257 177 |
| SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (euros) | | | | | | |
| Production de l'exercice | 207 775 | 197 817 | 210 564 | 315 189 | 104 721 | 223 838 |
| + Rabais, ristournes, remises obtenus | 390 | 610 | 1 635 | 178 | 51 | 820 |
| - Approvisionnement | 75 956 | 62 254 | 83 951 | 42 589 | 45 438 | 96 799 |
| - Autres achats et charges externes | 50 999 | 47 411 | 38 820 | 64 107 | 35 681 | 66 787 |
| = Valeur ajoutée hors fermage | 81 211 | 88 762 | 89 428 | 208 671 | 23 654 | 61 072 |
| + Subventions et indemnités d'assurance | 32 855 | 42 920 | 55 548 | 4 017 | 55 538 | 71 725 |
| - Loyers, fermages, métayages | 13 200 | 19 966 | 17 517 | 33 434 | 16 293 | 21 558 |
| - Impôts et taxes | 2 194 | 1 690 | 2 190 | 2 296 | 892 | 2 059 |
| - Charges salariales | 13 462 | 16 166 | 3 704 | 58 418 | 2 736 | 5 815 |
| = Excédent brut d'exploitation | 85 210 | 93 861 | 121 564 | 118 540 | 59 272 | 103 365 |
| + Autres produits de gestion courante et transfert de charge | 332 | 305 | 250 | 583 | 49 | 396 |
| - Dotation aux amortissements | 29 734 | 34 066 | 43 425 | 35 795 | 23 816 | 45 968 |
| = Résultat d'exploitation | 55 808 | 60 099 | 78 389 | 83 328 | 35 505 | 57 793 |
| + Produits financiers | 700 | 1 346 | 1 355 | 389 | 2 892 | 606 |
| - Charges financières | 5 182 | 5 914 | 5 844 | 7 611 | 4 000 | 8 134 |
| = Résultat courant | 51 326 | 55 531 | 73 900 | 76 106 | 34 397 | 50 265 |
| - Charges sociales de l'exploitant | 11 351 | 11 126 | 12 637 | 15 740 | 7 134 | 11 474 |
| + Dotation aux amortissements | 29 734 | 34 066 | 43 425 | 35 795 | 23 816 | 45 968 |
| - Remboursements en capital emprunts à LMT | 24 297 | 27 545 | 29 179 | 36 178 | 19 461 | 35 554 |
| = Revenu disponible | 45 412 | 50 926 | 75 509 | 59 983 | 31 618 | 49 205 |
| par unité de travail non salarié | 31 449 | 34 729 | 58 742 | 38 605 | 22 439 | 28 704 |
| par hectare de SAU | 530 | 441 | 457 | 4 417 | 234 | 253 |

Source : Agreste - RICA 2012